

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18470 - 72ÈME ANNÉE

Lecture définitive du projet de loi aujourd'hui
à l'Assemblée nationale

Loi Travail : la casse sociale inscrite dans la loi



12 journées d'action et un mouvement de protestation qui dure depuis 4 mois n'ont pas influé sur le gouvernement.

C'est aujourd'hui que doit se conclure la procédure parlementaire relative à la loi Travail. Les députés sont en effet réunis pour la lecture définitive du projet de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels. Ce texte prévoit de ramener les droits des travailleurs plusieurs décennies en arrière en affaiblissant les syndicats, en facilitant les licenciements et en diminuant la protection face aux procédures patronales abusives.

Au lendemain du vote de la prolongation de l'état d'urgence, les députés devront se prononcer aujourd'hui sur le projet définitif de loi relatif au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ou loi travail. Les sénateurs ont en effet rapidement épuisé le débat hier en votant majoritairement contre le texte sans en discuter. La majorité de droite estime en effet que ses modifications n'ont pas été prises en compte.

Lors des deux précédents passages à l'Assemblée nationale, le 10 mai et le 5 juillet, le projet de loi El Khomri a été adopté sans vote en utilisant l'article 49-3 de la Constitution. Cette méthode rend l'adoption définitive à condition qu'une motion de censure visant le gouvernement n'ait pas été votée majoritairement dans les 48 heures. Lors du premier passage, les députés de droite et les communistes avaient voté pour un texte qui n'a pas réuni la majorité. Lors de la seconde lecture, le gouvernement avait employé la même méthode, cette fois aucune motion de censure n'avait été déposée. Pour la lecture définitive, le gouvernement n'hésitera pas à employer de nouveau l'article 49-3 pour passer en force, car il peut compter sur une majorité de députés pour refuser de voter une motion de censure.

Quatre mois de protestations

Ce projet de loi modifie le Code du Travail. Les propositions qu'il contient sont à l'origine d'un grand mouvement social qui a commencé voici quatre mois, et qui a été marqué par 12 journées d'action. Les organisations syndicales de salariés et de jeunesse considèrent que les mesures prévues marquent un recul important. Le gouvernement fait en effet d'importantes concessions au patronat avec l'inscription dans la loi de l'affaiblissement des syndicats.

Le projet prévoit tout d'abord de remettre en cause l'efficacité des conventions collectives, issues de la négociation entre les syndicats et le patronat. C'est l'inversion de la hiérarchie des normes. L'accord d'entreprise va primer, même s'il est plus défavorable pour le salarié que l'accord de branche et le Code du Travail. Cela rend par exemple possible des mesures telles que travailler 12 heures par jour, 48 heures par semaine et avec des heures supplémentaires payées à 10 % de plus au lieu de 25 %.

Actuellement, la loi prévoit une série de verrous pour éviter au maximum une confrontation directe entre un patron et ses salariés. C'est pour cela qu'il existe des délégués syndicaux, élus lors des élections professionnelles par les salariés. Ces délégués ont donc le mandat de discuter des conditions de travail avec l'employeur. La loi qui doit être examinée aujourd'hui à l'Assemblée nationale permet de contourner les représentants du personnel membres du syndicat majoritaire, par le biais d'un référendum qui met directement en confrontation le patron et ses employés.

Mobilisation à La Réunion

Outre l'affaiblissement des syndicats, le projet de loi Travail facilite les licenciements. Dans les entreprises de moins de 11 salariés, un licenciement économique pourra avoir lieu en prétextant une baisse du chiffre d'affaires pendant un trimestre. Cette mesure concerne plus de 90 % des entreprises à La Réunion. Par ailleurs, les dispositions autorisant le licenciement d'un travailleur qui refuse de voir son salaire diminuer sont renforcées. L'application d'une telle loi à La Réunion est très inquiétante, car notre île détient déjà le record du chômage.

C'est pourquoi le mouvement de

protestation a mobilisé également les jeunes et les travailleurs réunionnais. Il a été soutenu dès le début par le PCR, présent dans toutes les manifestations.

Le mouvement continuera

Pour les syndicats, l'adoption du projet de loi ne signifiera pas l'abandon de la mobilisation. Ils rappellent en effet qu'il y a 10 ans, un gouvernement de droite avait voulu imposer le contrat première embauche (CPE). Ce texte prévoyait d'allonger considérablement la période d'essai, ce qui permettait d'augmenter d'autant le délai pendant lequel un patron pouvait licencier un travailleur sans motif. Le CPE avait été adopté définitivement par l'Assemblée nationale, à la suite de l'utilisation de l'article 49-3. Mais devant la poursuite de la mobilisation, le gouvernement avait alors refusé d'appliquer le texte.

Cette fois, c'est un gouvernement de gauche qui est au pouvoir. Il veut imposer un texte qui ramène les droits des travailleurs plusieurs décennies en arrière. Ira-t-il plus loin que la droite en le maintenant à tout prix ?

M.M.

Message de condoléances de la Section PCR de Sainte-Suzanne et de Maurice Gironcel, maire de Sainte-Suzanne

Jean-Hugues Tian-Van-Kaï nous a quittés

La Section communiste de Sainte-Suzanne et le Maire de Sainte-Suzanne ont eu la tristesse d'apprendre ce jour le décès de Jean-Hugues Tian-Van-Kaï, à l'âge de 56 ans.

Depuis de nombreuses années, il était un militant impliqué dans le développement de sa commune. Il a participé aux combats menés pour faire de Sainte-Suzanne la ville qu'elle est devenue aujourd'hui.

À son père Adrien, à sa mère Augusta, à sa fille Priscilla, conseillère municipale de Sainte-Suzanne, et sa famille, à ses proches et à ses amis, la Section communiste de Sainte-Suzanne et le Maire de Sainte-Suzanne adressent leurs sincères condoléances.

Les obsèques auront lieu ce 20 juillet à 16 heures à l'église de Sainte-Suzanne, avant l'inhumation au cimetière de la commune.

**Pour la Section communiste, Martial Turpin
Le Maire, Maurice Gironcel**

Édito

500 millions pour tous les paysans de l'Union européenne... et 10 milliards pour la dette du CAC 40

Lundi dernier, le Conseil des ministres de l'Agriculture et de la Pêche de l'Union européenne a annoncé une mesure exceptionnelle. Pour faire face à la situation de crise subie par les paysans à cause notamment de la fin des quotas dans l'élevage, une aide totale de 500 millions d'euros sera débloquée. 150 millions sont destinés aux agriculteurs qui acceptent de baisser leur production, et 350 millions devront servir à aider les exploitations à faire face à des problèmes de trésorerie. Cette dernière enveloppe sera financée par les États. Ce montant est destiné à faire face à la conjoncture, il n'est donc pas une subvention permanente. Elle sera donc partagée entre tous les agriculteurs de l'Union européenne, un ensemble de 500 millions d'habitants.

Mais hier, une somme encore plus impressionnante a été annoncée. La Banque centrale européenne va acheter pour plus de 10 milliards d'euros de la dette de grandes entreprises. Les principales bénéficiaires seront les sociétés cotées au CAC 40, ainsi que La Poste ou EDF. Axa, Orange, Total ou SANOFI peuvent se réjouir, la BCE veille sur leurs intérêts. Or, ces derniers sont-ils dans une situation telle qu'ils n'arrivent plus à emprunter ? Nous en sommes loin. Et pourtant, ces 10 milliards destinés à quelques dizaines de grosses sociétés représentent 20 fois l'aide qui sera répartie entre plusieurs dizaines

de millions d'agriculteurs en grande difficulté.

Cela rappelle la puissance de la finance. Manifestement, la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne n'entame en rien son pouvoir. Et manifestement, on ne continue à prêter qu'aux plus riches. Car le rachat de la dette s'effectue sans contrepartie sur les salaires mirobolants que s'accordent les dirigeants de ces grandes entreprises. Voilà une dérive supplémentaire de la mondialisation ultralibérale. Une nouvelle injustice qui ne va contribuer à crédibiliser le fonctionnement de l'Union européenne.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Oxfam appelle à la mobilisation

60 millions de personnes menacées par la famine

Sous l'effet combiné de l'un des plus puissants épisodes El Niño jamais enregistrés et du changement climatique, la faim menace 60 millions de personnes. Demandez aux gouvernements du monde de débloquer sans attendre les fonds nécessaires pour sauver des vies aujourd'hui et demain, tel est le message lancé par l'ONG Oxfam.

« Les gens parlent du climat. Chaque jour, nous parlons de la sécheresse et de ce que nous avons perdu. Nous attendons la pluie dans quatre mois, mais Dieu seul sait si elle viendra et quelle sera notre situation. Nous avons été fortement touchés par la sécheresse. Tout notre bétail est mort. Nous avons 50 chèvres. » Lule Abrahm, 50 ans, Éthiopie.

Depuis octobre 2015, Oxfam met en garde contre le puissant épisode El Niño dont les effets se propagent dans le monde. Exacerbé par le changement climatique, il génère sécheresses et inondations, exposant 60 millions de personnes à la faim, à des pénuries d'eau et à la maladie, dans la Corne de l'Afrique, en Afrique australe, en Amérique centrale, en Asie, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Des fonds sont nécessaires dans les plus brefs délais pour financer l'aide d'urgence dont ont besoin celles et ceux qui souffrent déjà des effets de ce « super » El Niño, ainsi que pour aider les communautés les plus vulnérables à renforcer leur résilience face au changement climatique dans le long terme.

La catastrophe a commencé

Voici ce qui arrive quand les financements arrivent trop tard : En Éthiopie, 10,2 millions de personnes se trouvent en état d'insécurité alimentaire aiguë et ont besoin d'une aide internationale. 18,2 millions de personnes souffrent

également d'insécurité alimentaire dans d'autres parties de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique de l'Est. La situation est particulièrement pré-occupante au Soudan, dans le nord de la Somalie, à Djibouti et dans la province ougandaise de Karamoja. Selon les données préliminaires, en Afrique australe, 18,3 millions de personnes ont immédiatement besoin d'une aide d'urgence dans les zones rurales des pays touchés par la sécheresse.

En Amérique centrale, les communautés du « couloir sec », une zone à cheval sur le Guatemala, le Nicaragua, le Honduras et le Salvador, se trouvent confrontées à l'une des plus graves sécheresses qu'elles aient connues depuis des dizaines d'années et plus de 3,5 millions de personnes ont besoin d'aide.

À Haïti, le pays le plus gravement touché de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, 3,6 millions de personnes, soit un tiers de la population, se trouvent en situation d'insécurité alimentaire.

Dans le Pacifique, des millions de personnes sont encore durement éprouvées, dont environ 1,5 million en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Dans les îles Fidji, environ 350 000 personnes qui souffraient déjà de la sécheresse et des pénuries d'eau ont vu leurs capacités d'adaptation se réduire encore sous l'effet du cyclone tropical Winston.

Tenir les promesses

Dans 22 pays à travers le monde, Oxfam aide les populations pauvres

à faire face aux événements météorologiques extrêmes, aux sécheresses et aux mauvaises récoltes. Néanmoins, beaucoup se trouvent déjà dans une situation extrêmement grave.

Au sommet de Paris sur le climat, en décembre dernier, nous avons demandé aux États d'accroître leur engagement financier pour soutenir les pays vulnérables dans des situations comme celle-ci. Ils ont certes promis de le faire, mais ils n'ont pas fixé d'objectifs assez ambitieux. Cette crise alimentaire montre clairement ce qui se passe quand nous n'investissons pas assez dans les moyens d'aider les communautés à s'adapter au changement climatique et à produire et acheter suffisamment de nourriture sur une planète qui se réchauffe.

C'est particulièrement important maintenant que la probabilité d'un épisode La Niña atteint 75 %. Il risquerait d'entraîner des inondations dans les régions touchées par la sécheresse, ce qui assènerait un nouveau coup à des personnes déjà très vulnérables.

Source : Oxfam

Ouverture de la Conférence mondiale sur le SIDA à Durban

VIH-SIDA : un reflet des inégalités

Du 18 au 24 juillet se tient à Durban en Afrique du Sud la Conférence mondiale sur le SIDA. Si aujourd'hui de plus en plus de patients atteints par le virus VIH bénéficient d'un traitement, l'accès aux soins dépend encore fortement de la situation sociale. C'est un des principaux obstacles à l'objectif que s'est fixé l'Assemblée générale des Nations Unies le 8 juin dernier : la fin de l'épidémie du SIDA en 2030.

Depuis hier, la Conférence mondiale sur le SIDA se tient à Durban. Elle y revient 16 ans après. En 2000, la situation était beaucoup plus alarmante dans notre région. Les taux de prévalence battaient des records, et la jeunesse était gravement touchée. 16 ans plus tard, les progrès de la médecine et la diffusion des traitements ont fait reculer l'épidémie. En 2000, un million de personnes avaient accès aux soins contre 17 millions aujourd'hui. L'objectif est d'aller vers une génération sans SIDA, en combinant l'utilisation des traitements et le maintien d'une forte vigilance dans la prévention. L'échéance fixée est 2030, ce qui coïncide avec les Objectifs du développement durable. C'est ce qu'indique la déclaration politique adoptée le 8 juin dernier lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. « Cette déclaration politique inclut un ensemble d'objectifs spécifiques assortis d'échéances qui doivent être atteints d'ici 2020 pour mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030 dans le cadre des Objectifs de développement durable », rappelle ONUSIDA.

« Certaines vies ont plus de valeur que d'autres »

Mais la route est longue pour arriver à un monde sans SIDA. Car si le VIH peut toucher n'importe quel être humain, les chances de survie après une infection sont influencées par les discriminations que peuvent subir des patients.

En effet, l'accès aux soins reste très inégal en fonction de la situation géographique et sociale des patients. C'est ce qu'a fort justement rappelé l'actrice sud-africaine Charlize Theron, lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence : « La vraie raison pour laquelle nous n'avons pas mis fin à cette épidémie



La Conférence mondiale sur le SIDA a débuté lundi à Durban.

se résume à un seul fait très simple : certaines vies ont plus de valeur que d'autres. Nous accordons plus de valeur aux hommes qu'aux femmes, à l'amour hétérosexuel qu'à l'amour homosexuel, à la peau blanche qu'à la peau noire, aux riches qu'aux pauvres, aux adultes qu'aux adolescents ». Et Charlize Theron de souligner que « le SIDA ne fait pas de discrimination lui-même. C'est nous qui isolons les vulnérables, les pauvres, les victimes d'abus. »

Pour sa part, Michel Sidibé, le directeur exécutif d'Onusida, a appelé à ne pas baisser la garde. Car si importantes qu'elles puissent paraître, les avancées obtenues restent fragiles : « si nous n'agissons pas rapidement, nous risquons une résurgence de l'épidémie. Aujourd'hui, je sonne l'alarme sur la prévention. Dans certains pays, les nouvelles infections sont en augmentation. Nous devons investir sur les jeunes femmes, dans les traitements préventifs, les préservatifs, la circoncision, la protection sociale et

l'action communautaire. »

La solidarité a diminué en 2015

À la veille de la conférence, une étude conjointe de Kaiser et de ONUSIDA a alerté sur un phénomène inquiétant. En 2015, les financements en provenance des pays riches pour aider les pays en voie de développement à lutter contre l'épidémie ont diminué. La solidarité a baissé d'un milliard de dollars. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette tendance, notamment l'émergence d'autres crises comme celle des réfugiés, ainsi que les politiques d'austérité mises en œuvre par les gouvernements européens. À Durban, l'heure est donc à la mobilisation pour que dans moins de 15 ans, le monde puisse être libéré du SIDA.

Oté

La tras lo kou sa i éfas, la mark l'imilyasyon non !

Dann mon koin, moin té apré kalkil in n'afèr : moin té paré domann amoin konmsa, pou kosa gouvèrnman nout péi La Frans i imilyé bann z'il komor konmsa. La pa zordi sa la komansé é dann l'éditoryal nout zournal yèr nana tout in list l'imilyasyon nout bann dalon lé z'il komor l'apré sibi dopi in bon koup de tan. Donk, mi konsidèr z'ot la fine lir mé, si mi répète pa, mi sèy rogard in n'ot fasad lo mèm problèm.

Moin lé dézolé oir gouvèrnman La Frans apré fé lo gro bra konmsa. Zot va di amoin non ? Mé ni oi tré bien koman nout gouvèrnman sosyális-konm la droit avan li !- i fé konmsi Madégaskar na poinn droi dsi bannzil épars kisoï Juan de nova, Eropà kisoï ankor Bassas de India, épi Les glorieuses. Gouvèrnman La Frans i fé konmsi Madégaskar l'avé poin lo droi dsi bannzila. Ni koné osi sak la spassé pou Mayotte. Ni koné sak i épas pou La Rényon dann la komisyon l'oséan indien : dizon la éfas nout droi viv é travaye avèk lé zot dann l'oséan indien. Ni ansèrv marsh pyé in poin sé tou.

La pa tousa, moin la fine dir é mi répète gouvèrnman La Frans i oi pa pli loin ké lo bout son né. Li oi pa dann kèl danzé li mète anou zordi é li va mète anou ankor plis domin. Sirtou si li kontinyé amenn in politik konmsa avèk l'imilyasyon pou qak lé pli pti. Pars, konm i di lo kozman nout tout i koné : « la tras lo kou i éfas, mé la mark l'imilyasyon sa i rès ! » Tansyon pangar !

Justin

« Mové parol i fé pli mal ké mové kou ! » - In kozman po la rout

Moin lé sir ké nana bonpé d'moun i pans konmsa ! Dizon si ni mète dsi la tab in doulèr lo kor, avèk in doulèr moral suivan lé ka, nana désèrtin moun i préfèr inn é désèrtin moun i préfèr l'ot. Dizon in moun lé pa fyèr, li préfèr in doulèr moral ké li rosan mèm pa tro, mé in moun fyèr li préfèr in doulèr dann kor, pars nana in n'afèr i apèl l'onèr é bin pou désèrtin moun sa i pass avan tout. Pou l'onèr nana in pé té i antien pa gingn in kou d'lépé mortèl. Pou l'onèr na in pé la déklansh la gèr ! Mé konm mi di, pou d'ot kalité d'moun l'onèr lé konm in bout papyé. Azot, shoizi z'ot kan ! Shoizi z'ot valèr ! Ni artrouv pli d'van !